



Brèves d'inFOs Octobre 2022

Visites de services :

Ce mois-ci, la délégation FO DGFIP 84, composée de Thierry VALL et Christian PERNOT est allée à la rencontre, lundi 3 octobre, des collègues des recettes non fiscales, de la comptabilité et du contentieux du recouvrement à la cité administrative d'Avignon et le mardi 11 octobre de ceux du SGC de Pertuis et de la Trésorerie de l'Isle sur la Sorgue.

1 – A la Cité administrative, les agents expriment leur angoisse quant au suivi de leur travail. Ils ont notamment l'impression d'être contraints de travailler dans l'urgence et de ne pas avoir le temps d'approfondir les dossiers qu'ils sont chargés de traiter. De plus, dans les brigades de vérification départementales, il n'y a plus de contrôleur depuis le 1^{er} septembre et le personnel restant doit se répartir la charge de travail que ce collègue réalisait auparavant.

2- Au SGC (Service de Gestion Comptable) de Pertuis, créé depuis le 1^{er} septembre les collègues soulèvent des difficultés pour exercer leurs métiers. Du fait de la fusion des trésoreries de Pertuis et d'Apt, cette nouvelle structure gère 122 budgets (il y en avait auparavant 63 à la trésorerie de Pertuis et 59 à Apt). Il est, par exemple, plus difficile de réaliser un arrêté comptable ou d'apurer les comptes d'attente dans un SGC que dans une trésorerie. De surcroît, 40 % des agents viennent d'arriver au SGC. Il faut donc les former, ce qui génère stress et surcroît de travail pour tout le monde ! Les agents rencontrent également des difficultés matérielles que nous avons exposées devant la Direction lors du CTL du 13 octobre (voir ci-dessous).

3- A la Trésorerie de l'Isle sur la Sorgue, la délégation a constaté que la Direction préparait la fermeture de ce poste. Deux emplois ont été gelés lors du dernier mouvement de mutation.

D'une manière générale, l'ensemble des collègues s'interroge sur l'avenir de leurs missions et s'inquiète de la diminution constante des effectifs pour les mener à bien. FO DGFIP 84 remercie les collègues pour leur accueil et leur disponibilité.

HMI FO-DGFIP 84

Vendredi 7 octobre, la section FO-DGFIP 84 a tenu une HMI à la cité administrative d'Avignon, en présence d'Hélène FAUVEL, secrétaire confédérale FO et ancienne secrétaire générale FO-DGFIP, et de Pascaline KERHOAS, secrétaire fédéral FO Finances.

Cette HMI a été l'occasion de rappeler notre opposition au NRP, d'échanger sur le télétravail, sur la réforme de la Responsabilité des Gestionnaires Publics, la disparition de la redevance audiovisuelle

ou encore la restructuration de la cité administrative et de la question du chauffage dans les bâtiments publics cet hiver.

FO-DGFIP 84 tient à remercier l'ensemble des participants à cette HMI.

Meeting FO au Centre Hospitalier Henri Duffaut (Avignon)

Le même jour, la section interfédérale Fonction Publique FO Vaucluse a organisé un meeting à l'hôpital d'Avignon destiné aux personnels des trois versants de la fonction publique (hospitalière, territoriale et Etat).

Il s'est tenu en présence de Christian GROLIER, secrétaire général de la Fédération générale des fonctionnaires Force Ouvrière, Hélène FAUVEL, Pascaline KERHOAS et de Jean-Luc BONNAL, secrétaire général de l'UD-FO 84 et membre du bureau FO DGFIP 84.

Les différents intervenants ont notamment rappelé les effets néfastes de la loi de transformation de la fonction publique d'août 2019 sur le statut de la fonction publique puisqu'elle a conduit à une augmentation du nombre de contractuels dans nos services. Ils ont également rappelé que l'augmentation de 3,5 % du point d'indice consentie par le gouvernement cet été ne faisait pas le compte au regard du taux de l'inflation évalué au bas mot à 6 % cette année !

Christian Grolier a informé les participants qu'aucune marge de discussion n'était prévue pour 2023, le projet de Loi de Finances reconduisant purement et simplement la masse salariale de 2022. En clair, le pouvoir d'achat des fonctionnaires diminuera en 2023 !

Les articles publiés dans la presse locale le 10 octobre relatifs à ce meeting sont en pages 5 et 6 du présent document.

Compte-rendu CTL du 13 octobre 2022 :

Ce CTL, où il s'agissait de se prononcer sur la création du SIP Nord Vaucluse et du SIE Nord Vaucluse, s'est tenu le jeudi 13 octobre 2022 en seconde convocation. FO DGFIP 84 a siégé seul car nous tenions à rappeler notre opposition à ces projets de destruction du réseau de proximité de notre DDFIP. Le représentant FO a notamment rappelé que, avant même la création le 1^{er} janvier prochain du SIP Nord Vaucluse qui aura pour siège Orange, l'antenne de ce service était asséchée. En effet, la Direction souhaite transférer six emplois de l'antenne de Carpentras vers Orange en septembre prochain. FO a voté contre ce projet.

Les questions diverses ont été l'occasion d'évoquer les difficultés matérielles des collègues du SGC Pertuis. Ce service est situé dans une zone où le parking est partagé avec d'autres administrations et entreprises qui accueillent du public (CPAM, cabinet comptable...). Il est difficile d'y trouver une place chaque matin, d'autant plus qu'il n'y a pas de lieu de stationnement public à proximité.

De surcroît, certains collègues effectuent de longs trajets pour rejoindre le SGC, jusqu'à une heure quinze aller simple !

FO a demandé que l'administration loue des places de parkings dans un lieu très proche du service. Le Président s'est dit pour l'instant opposé à cette proposition, au prétexte qu'il devrait ensuite répondre à d'autres demandes du même type. Pour FO, l'obtention de ces places de parking est essentielle pour permettre aux agents de Pertuis de travailler dans de bonnes conditions et de ne pas subir l'augmentation de leurs frais de transport, dans cette période d'inflation galopante.

FO a également appuyé la demande de remplacement de calculatrices dotées de rouleau de papier qui sont nécessaires, par exemple, pour justifier de la totalisation des pièces transmises par les collectivités en appui de leurs dépenses ou de leurs recettes.

FO DGFIP a demandé des lampes de bureaux pour les collègues du SGC. L'administration a refusé, arguant que l'usage de ces lampes ne serait pas conforme aux normes hygiène et sécurité.

La liminaire FO DGFIP 84 est jointe au présent document en page 4.



Liminaire du CTL du 13/10/2022

Monsieur le Président,

Depuis plus de deux ans, le département de Vaucluse subit les effets destructeurs de la mise en place du Nouveau Réseau de Proximité. Comme nous vous l'avons maintes fois répété, ce projet, loin d'assurer le redéploiement des services de la DGFIP sur l'ensemble du territoire national, consiste à les « détricoter ». En effet, il repose sur deux logiques qui se complètent, l'externalisation d'une partie de la mission d'accueil, confiée aux Espaces France Services, et la suppression de services de proximité, tant dans la filière gestion publique que dans la filière gestion fiscale.

En Vaucluse, il y avait treize trésoreries avant le NRP, il n'y en aura plus que quatre en septembre 2023 (paierie départementale, Carpentras et Avignon CH, trésorerie Vaucluse Amendes). Les Services de Gestion Comptable installés à la place de trésoreries constituent des usines à gaz où les agents sont obligés d'avaloir à marche forcée une nouvelle organisation industrielle des tâches.

De même, nombre de services de la filière fiscale ne sont plus que des antennes dont l'avenir est incertain. Que deviendront les antennes dites pérennes des SIP Cavaillon, Carpentras, celles des SIE d'Orange ou d'Apt en 2026, voire les antennes d'Orange des SDIF et SPFE?

A l'heure où une nouvelle vague NRP se profile, FO DGFIP 84 réaffirme son opposition à ce projet, exige son arrêt immédiat pour préserver un réseau de proximité en Vaucluse et rassurer les personnels très inquiets pour leur avenir.

Cette inquiétude nous semble d'autant plus justifiée que le NRP est une fusée à plusieurs étages. A l'évidence, les restructurations de services ne s'arrêteront pas en 2023. Forte d'un nouveau contrat d'objectifs et de moyens, la DGFIP va amplifier la casse du réseau, secteur fiscal comme secteur local.

La généralisation de l'automatisation des contrôles et des services facturiers d'une part, la réforme de la responsabilité des gestionnaires publics, d'autre part vont fortement aggraver le mal-être au travail des collègues.

ACTUALITÉ LOCALE

Dans le Vaucluse, « quels moyens pour nos missions de service public ? »

ENTRETIEN

Les syndicats Force ouvrière de la fonction publique du Vaucluse se sont rassemblés vendredi à l'hôpital d'Avignon pour un meeting. Le point avec Jean-Luc Bonnal, secrétaire général de l'Union départementale.

Retraites, salaires, pouvoir d'achat... Alors que se profilent les élections professionnelles de la fonction publique, les responsables FO du Vaucluse ont de nombreuses revendications.

La Marseillaise : En tenant meeting à l'hôpital d'Avignon, vous souhaitez mettre en avant une profession particulièrement malmenée ?

Jean-Luc Bonnal : Le choix du lieu n'était pas neutre, c'était une façon de rendre hommage aux hospitaliers, très sollicités pendant le Covid et qui subissent encore des conditions de travail dégradées du fait du manque d'effectifs malgré le Ségur. À Cavaillon, à Avignon, à



Jean-Luc Bonnal. PHOTO DA

Orange, ils sont en grande souffrance et des unités ou des services sont contraints de fermer. Plus grave, dans le projet de loi de finance de la Sécurité sociale de 2023, les moyens alloués en 2022, qui avaient conduit à des fermetures de lits, ont été reconduits à l'iden-

tique. Cette question des effectifs concerne aussi l'Éducation nationale, les impôts... Il s'agit de savoir quels moyens on veut attribuer pour exercer nos missions de service public.

La reconnaissance doit-elle être aussi salariale ?

J.-L.B. : Après dix ans de gel, le point d'indice a été relevé de 3,5% au 1^{er} juillet alors que l'inflation est autour de 6%. Il y a des revendications très fortes en matière salariale. Il faut savoir que les personnels de catégorie C, qui représentent tout juste au Smic voire en dessous. En fin de carrière, ils ont un gain indiciaire de 140 euros. Dans ces conditions, avec l'augmentation des prix, comment faire son plein ? Se chauffer ? C'est quelque chose qui devient insupportable. Dans le Vaucluse, la fonction publique est le premier employeur du département avec 3 000 agents au conseil départemental autant à la Ville d'Avignon.

La question de la réforme des retraites a aussi été abordée. Quelle est votre position ?

J.-L.B. : Que l'on soit bien clair, FO,

comme d'ailleurs une très large majorité de Français, est opposée à tout allongement de la durée de cotisations et à tout recul de l'âge légal de départ à la retraite. C'est une ligne rouge à ne pas franchir. L'ensemble des organisations syndicales ont clairement prévenu dans un communiqué du 3 octobre que si ça revenait sur le tapis, elles appelleraient à la mobilisation. Dans le Vaucluse, nous la déclinerons de la façon la plus large.

Les élections professionnelles dans la fonction publique se tiennent le 8 décembre. Comment les abordez-vous ?

J.-L.B. : Ce sont 5,6 millions d'électeurs au niveau national et 40 000 dans le Vaucluse. C'est un enjeu de représentativité pour tous les syndicats mais pour FO en particulier, en tant que première organisation syndicale sur les trois fonctions publiques dans le Vaucluse. Il s'agit de porter nos valeurs, nos revendications. Se pose aussi la question de la généralisation du vote électronique qui généralement se traduit par une baisse significative du taux de participation.

Propos recueillis par Mireille Roubaud

AVIGNON

Le Dauphiné Vaucluse Matin 10/10/22

Services publics : Force ouvrière compte rester fidèle à « sa ligne de conduite »

L'union départementale du syndicat Force ouvrière a réuni, vendredi 7 octobre, dans l'amphithéâtre de l'hôpital Henri-Duffaut, les trois secteurs de la fonction publique pour un meeting.

« Le service public à une histoire, donnons-lui un avenir », c'est le leitmotiv de l'union départementale du syndicat Force ouvrière, qui tenait une réunion au centre hospitalier d'Avignon vendredi 7 octobre rassemblant les représentants FO des trois secteurs de la fonction publique (État, hospitalier et territorial).

Objectif : mobiliser les militants pour les prochaines élections professionnelles de la fonction publique qui auront lieu le 8 décembre prochain mais aussi revenir sur nombre de revendications portées par le syndicat. Comme celles sur les salaires et retraites.

Retraites, salaires, hausse du point d'indice...

Jean-Luc Bonnal, secrétaire général de l'union syndicale FO de Vaucluse, martèle : « Nous nous opposons catégoriquement à tout allongement de la durée des cotisations comme au recul de l'âge légal de départ en retraite.

Dans le public comme le privé, le choix entre partir avec une petite retraite ou continuer n'existera plus. Travailler jusqu'à 65 ans,

c'est atteindre l'âge de l'espérance de vie en bonne santé. »

« Nous avons vu le point d'indice augmenter à 3,5 au moment où l'inflation pointait à 6. Nous voulons une hausse du point d'indice à hauteur de l'inflation puis un plan pluriannuel pour le rattrapage du pouvoir d'achat perdu.

Depuis 2020, les fonctionnaires ont perdu 22 % de pouvoir d'achat » argumente Christian Grolhier, secrétaire général national de la fédération des fonctionnaires FO.

Autour de la table aussi Hélène Fauvel, secrétaire confédérale FO en charge du secteur économique, de la filière industrielle et des services publics, Pascaline Kelhouas, membre du FO Finances, et Christophe Del-Rey, secrétaire générale FO attaché au



De gauche à droite : Hélène Fauvel, Christophe Del Rey, Pascaline Kelhouas, Jean-Luc Bonnal et Christian Grolhier.
Photo Le DL / D.G.

centre hospitalier d'Avignon. « La philosophie du gouvernement, c'est travailler tant que vous êtes en bonne santé. Mais si dans la fonction publique, on tient son poste jusqu'à la liquidation des droits de retraite, dans le privé, 45 % des salariés ne

sont déjà plus en emploi au moment du calcul. Ce qui veut dire que plus ça ira plus on reportera les minima sociaux sur d'autres systèmes solidaires » précise Hélène Fauvel.

Des services publics qui se délitent faute de

moyens suffisants

Tous s'accordent aussi pour dire que « les moyens alloués au bon fonctionnement des services publics se délitent ».

« Le projet loi finances de la Sécurité sociale a reconduit les moyens de l'an dernier. Or cela avait conduit à la fermeture de lit dans les hôpitaux. si je ne me trompe pas, 30 000 lits ont été fermés depuis 2013. Il y a donc la grande question des moyens pour exercer les missions, à l'hôpital, pour nos camarades de la police ou de la DGFIP et on ne parle pas des enseignants face à 35 élèves de niveau hétérogène » poursuit Jean-Luc Bonnal.

Christophe Del-Rey, quant à lui, souligne que l'organisation FO est celle qui « défend le plus le service public » et qu'« elle n'a jamais changé sa ligne de conduite ».

D.G.

Dominique GHIDONI

« LES TROUS AURONT POUR CONSÉQUENCE DE FAIRE DISPARAÎTRE LES MISSIONS DU SERVICE PUBLIC »

Christophe Del-Rey, secrétaire générale FO attaché au centre hospitalier d'Avignon, explique : « A l'hôpital on travaille à flux tendu avec moins de soignants à la DGFIP, on perd des agents chaque année. Résultat, difficile d'avoir des rendez-vous pour se soigner, d'un côté et de l'autre, difficile d'être conseillé ou accompagné.

Du côté de l'hôpital, la crise sanitaire a été un puissant révélateur de ce qui se passait depuis longtemps dans les hôpitaux publics. On dénonçait depuis longtemps la fermeture de lits. En 2020 au niveau national 5 700 lits ont été fermés. Il nous manque 50 postes d'infirmiers, tout est en perte de sens. Mais je souligne que nos soignants sont professionnels, ils ont tenu au plus fort des crises successives mais à chaque

accalmie, il y avait des démissions. »

Du côté de la DGFIP, Hélène Fauvel, secrétaire confédérale FO en charge du secteur économique, de la filière industrielle et des services publics, fait le point : « C'est encore 850 emplois en moins cette année. Depuis la fusion entre la DGCP et de la DGI, on a perdu plus de 3 000 emplois, la fusion est partie d'un mensonge d'État qui disait que ces deux services faisaient la même chose. Résultat, la fusion a permis d'écrêter. A l'hôpital, ça se traduit par des risques sur la santé des patients, à la DGFIP ce sont des trous dans la caisse, mais attention à force, les trous auront pour conséquence de faire disparaître les missions du service public. »